A trop courber l'échine…

Bulletin acrate

N°16 mai 2005

Rupture

En terrain ennemi

Le prolétariat est une invention économiste. C’est à partir du moment où le capitalisme se constitue qu’il constitue en même temps les classes sociales. Par conséquent, la lutte de classes a consisté d’emblée à mener la bataille à partir de cette invention et elle a contribué à donner une orientation particulière à la révolte. Il s’avère qu’en formulant l’origine, l’expression et l’aboutissement souhaitable de la révolte en des termes de gestionnaires et d’économistes, elle imprime une orientation qui, depuis son principe de départ (le constat de l’injustice qu’est l’exploitation du travail) jusqu’à son but (la reprise en main de l’appareil de production par les travailleurs eux-mêmes) se cantonne donc dans l’activité propre au capitalisme. Se faisant, elle borne l’horizon, elle fige le présent et elle étouffe tous les possibles de la révolte.

Le progrès représente aussi bien les avancées technologiques (au premier plan desquelles nous trouvons les améliorations de la productivité) que les conquêtes sociales et démocratiques. Quant on parle du progrès en général, on entend cet ensemble à première vue disparate mais qui est réuni par le jugement de valeur positif qu’on en fait. Ainsi se retrouvent glorifié dans un même mouvement les congés payés et le droit de vote, la sécurité sociale et le téléphone portable, la chirurgie esthétique et les comités d’entreprises. Les partisans acharnés de la lutte de classes applaudissent quand on permet aux travailleurs de bien *gagner* leur vie, de consommer toutes ces marchandises qu’ils produisent. Les démocrates de toute obédience apprécient de pouvoir choisir leurs représentants – voire même de pouvoir briguer eux-mêmes un siège. Enfin, tout ce beau monde réuni savoure la possibilité illimitée d’être tenu informé de tout ce qui se passe dans le monde par des journalistes payés pour ça. Bien entendu, pour parachever le tableau, il convient d’ajouter que des discordes apparaissent, des conflits d’intérêts se jouent ici et là, et que tout cela est toléré et même encouragé puisque si on chipote sur les détails et les modalités de la gestion, on préserve l’essentiel : l’acceptation de la gestion.

La gestion et l’économie finissent par se confondre. Elles désignent une façon de voir le monde et les êtres qui le composent. Se faisant, elles réduisent nos activités aux seuls impératifs que nécessite leur maintien : la production et la consommation. Si le capitalisme se caractérise par l’argent, l’exploitation salariale et l’Etat, une économie qui se voudrait non capitaliste adopterait encore cette vision déformée du monde qui fait de chaque chose du capital ou de la richesse et de chaque moment vécu une composante de l’économie. Or, nous ne voulons pas de ce réductionnisme. Il nous faut dépasser le stade de la gestion. C’est pourquoi nous souhaitons que notre activité soit synonyme de maîtrise de soi, d’auto-organisation, où les actes quotidiens ne sont pas des déclinaisons de la production ou de la consommation (que manger ne soit pas consommer des denrées, que faire pousser des légumes ne soit pas du travail). Voilà pourquoi le travail, les modalités d’association et de communication entre nous sont des questions essentielles dont nous devons débattre. Le monde que nous souhaitons accomplir, et la voie que nous empruntons dans cette optique, nous les appelons communistes. Ce mot indique une part d’héritage des expériences passées, dont les victoires comme les défaites nous ont formées. Il dit

également que notre démarche est collective, qu'elle inclut le libre débat et la confrontation et qu'elle se reconnaît d'emblée des ennemis.



Pour n'avoir pas voulu ou pu sortir du monde de la gestion et de l'économie, ce que l'on a appelé mouvement ouvrier s'y est totalement enlisé. L'idéologie du progrès s'est imposée en imposant en même temps une fausse alternative : choisir entre le progrès ou la conservation du vieux monde qu'il fallait effectivement achever. Il s'avère que cette idéologie est bien le point qui unifie les deux parties qui s'affrontent dans la lutte de classes. Bien évidemment, au sein même de ces clans, des oppositions se font jour. Du côté du prolétariat, diverses idéologies et pratiques se sont confrontées et s'affrontent encore. C'est pourquoi parler de mouvement ouvrier n'a pas vraiment de sens : d'abord parce que tous les prolétaires ne sont pas a proprement parler des ouvriers, ensuite parce que cette idée de mouvement sous-entend un regroupement théoriquement homogène. Par mouvement ouvrier il nous faut entendre un ensemble hétérogène et parfois même contradictoire, mais qui néanmoins se caractérises par des analyses et des prétentions qui se rejoignent. Or, au sein du parti du prolétariat, les libertaires (eux-mêmes divisés d'ailleurs et si tant est qu'une telle appellation puisse définir correctement quelqu'un) ont, par certains côtés, introduit des idées intéressantes à plus d'un titre. Par exemple, le fait de prendre comme sujet de la révolte l'individu qui s'oppose à l'autorité et non pas seulement le travailleur ou le prolétaire qui s'oppose au patron et au salariat, ce qui permet déjà d'atténuer l'aspect purement économique de la révolte. L'idée de l'auto-organisation et de l'action directe comme méthode pour exprimer sa révolte est également primordiale quand on veut briser les modèles dominants d'association. Mais force est de constater que tout cela n'est pas suffisant pour construire une force collective qui vise à l'élaboration de mondes réellement libres.

La défaite camouflée en victoire

En termes de résultats, pour employer une formulation chère aux gestionnaires, tout ce qui se présente sous les traits de la victoire pour les classes laborieuses de l'occident s'avère être leurs plus cuisants échecs. Les acquis sociaux ont certes permis d'adoucir pour une bonne part l'exploitation salariale, mais celle-ci s'en trouve davantage confortée en tant que principe essentiel et incontournable. Par conséquent, on comprendra aisément pourquoi nous jugeons désuète la défense de tels acquis. D'autant plus que le résultat le plus marquant obtenu dans la marche du progrès est la légalisation de tout ce qui avait pu passer pour subversif dans le passé : il en va ainsi de la grève, très bien encadrée juridiquement. Dans le même sens, toutes les revendications afférentes à la sécurité, au repos ou au *pouvoir d'achat* se sont retrouvées inscrites dans le droit, donnant là à l'Etat l'occasion de mieux maîtriser encore les conflits en fixant les limites convenues.

Mais le vrai triomphe de l'économie réside dans l'émergence, au sein des pays occidentaux, de *la classe moyenne*. La classe moyenne, appelée parfois classe intégrée, est le signe de la dictature de la marchandise et du progrès. Cette classe ne désigne pas un ensemble cohérent de personnes. Elle rassemble des individus divers et c'est la raison pour laquelle elle ne ressemble pas aux classes telles qu'elles étaient identifiées auparavant. S'y retrouvent des riches et des moins riches, des pauvres et des moins pauvres, des serviteurs de la domination plus

ou moins serviles, des victimes de la domination plus ou moins dociles, tous réunis par le *mode de vie* moderne occidental, lequel se caractérise par la religion de la marchandise, le respect et la tolérance de tout ce qui ne nuit pas à ce mode de vie consumériste, une neutralité et une passivité - parfois déguisée en contestation - face à la domination et ses nuisances, le rejet de la violence, de la radicalité et du négatif. Son lot quotidien est fait d'indifférence face aux réels enjeux de l'époque, ses discussions portent le plus souvent sur les tracas et préoccupations liés à son confort. De ce fait, le plus pauvre peut applaudir à l'image dominante du plus riche et admirer ceux qui ont *réussi*, parce qu'ils représentent pour lui la possibilité virtuelle de sortir de sa propre condition, alors que c'est précisément ce qui l'y maintient. Quand la marchandise prend une forme humaine, les rapports humains prennent une forme marchande. Dit autrement, cette classe sociale incarne ce que des amis ont si bien nommé : *le libéralisme existentiel*, le fait que l'on admette désormais comme naturel un rapport au monde fondé sur l'idée que chacun a sa vie, que chacun est un moi-je parmi les autres moi-je. Surtout, la partie dite *politisée* de ce magma incohérent de *gens* sait bien se repaître de la révolte quand celle-ci a perdu la bataille en transformant les questions soulevées par les révoltés en problèmes rentables pour les gestionnaires (voyez par exemple ce qu'elle a fait de la lutte contre le génie génétique) Cette classe moyenne représente la fausse résolution de l'ancienne contradiction entre les classes et symbolise la pacification sociale généralisée.

Lorsque l'on sort des conflits et revendications liées au monde du travail salarié, nous constatons le même processus à l'œuvre, avec les mêmes répercussions. Depuis un peu plus de trente ans, une bonne partie des organisations se référant à l'ancien mouvement ouvrier interviennent sur des terrains où elles n'apparaissaient pas auparavant. Exemple le plus significatif : l'*écologie*. Prétendant contrer l'Etat et les multinationales, ces organisations n'ont fait qu'entériner là aussi le principe du dialogue, de la négociation et donc, au final, de la gestion de ces *problèmes*. Rares ont été ceux qui ont fait un lien entre le travail salarié et la pollution qui en découle. Néanmoins, ne voulant pas sortir du schéma économiste, refusant de dire clairement aux travailleurs que leur fonction dans cette société était nocive (pas seulement pour les autres mais aussi pour eux-mêmes puisqu'ils sont en première ligne) et devait donc être abolie, et surtout restant aveuglés par la religion du progrès, ces derniers n'ont pas poussé l'analyse jusqu'au bout pour enfin tenter de sortir du monde de l'économie.

Il serait vain de prétendre pouvoir séparer au sein de la société marchande les aspects économiques des aspects politiques. La forme adoptée par le capitalisme pour se faire accepter et respecter partout est la démocratie. Nous n'allons pas revenir sur les différentes formes que cette démocratie peut revêtir (démocratie représentative démocratie directe, participative, etc.) sachant pertinemment qu'elle peut désigner des réalités – ou tout du moins des modèles idéaux – différents. Il n'en reste pas moins que la démocratie induit des comportements qui, au final, nuisent à la cause d'un monde libre. La démocratie, c'est encore une façon de gérer les choses et les corps. En ce qui nous concerne, il s'agit en fait d'un problème de communication et de prise de décision au sein même du parti de la révolte. Nous avons pu voir à maintes reprises comment la volonté toute démocratique d'esquiver les conflits et de préserver une unité et une paix de façade empêche la prise de décision, interdit aux assemblées qui adoptent scrupuleusement une organisation démocratique de trancher et de faire éclater la vérité des enjeux du moment. Ce par quoi nous pouvons mesurer l'ampleur de l'influence des valeurs démocratiques (le respect, la tolérance, la séparation du privé et du public) qui s'avèrent incompatibles avec un réel assaut contre le monde de la marchandise. Trancher, attaquer la marchandise, signifie briser ces valeurs qui servent d'alibi à la domination. Il ne s'agit pas seulement d'être irrespectueux ou iconoclastes (tout pouvoir à ses fidèles bouffons) mais d'achever un monde. Réellement et totalement.

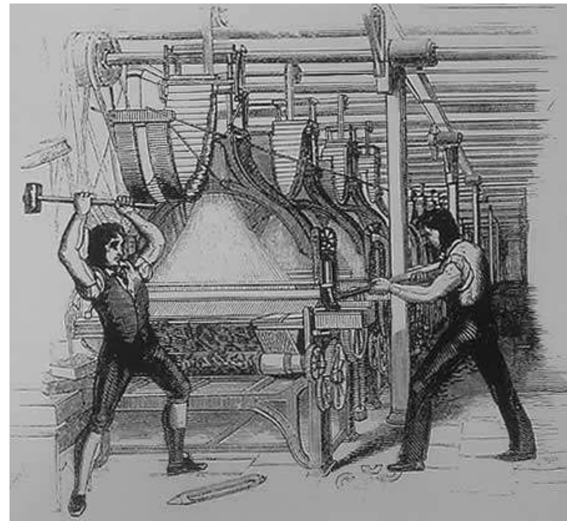
Avec la lutte de classes et la critique de l'économie capitaliste, le camp du prolétariat à fait de l'économie et de la gestion l'enjeu central, sa préoccupation principale. Avec l'écologie, c'est encore la gestion et l'Etat qui en sortent grandis. La même méthodologie charrie les mêmes conséquences : le renforcement de l'ennemi solidement assis sur ses principes de base dont on a seulement critiqué les modalités plutôt que le bien fondé. Ainsi, on a répondu aux attentes du parti adverse en adoptant ses critères comme lorsqu'on on oppose l'économie sociale et solidaire à l'économie libérale, la décroissance à la croissance et que l'on parle de gestion des risques, de commerce équitable, etc. ; on a réglementé l'exploitation, fixé des seuils et des normes, bref, cadenassé la révolte. Notre tâche actuelle est de briser ce carcan.

Affirmons le négatif

Comme l'ont très bien écrit quelques camarades, quand le pouvoir établit sa propre légitimité, quand sa violence devient préventive, il ne sert plus à rien d'avoir raison contre lui. Il faut être plus fort et plus rusé. C'est pour cela que nous nous organisons.

S'organiser, c'est penser et agir. Nous élaborons une critique du monde dans lequel nous vivons, nous échafaudons des hypothèses et des théories que nous expérimentons en pratique. Cela signifie que cette pensée est mise quotidiennement à l'épreuve du débat, du conflit et de la réalité. Elle est donc en tout opposée aux idéologies et religions. Elle est vivante, va vers les autres et revient sans cesse sur elle-même.

Un premier acte sur le chemin du négatif est de sortir des impasses théoriques, de la vision bipolaire qui suit et impose dans un même mouvement le dogme économiste. Nous ne voulons plus nous laisser ″mettre en classes″. Nous n'avons pas à reprendre à notre compte une classification qui sert les intérêts de l'ennemi parce qu'elle réduit nos vies à de pauvres préoccupations de gestionnaires. Nous entendons les voix qui, du côté des militants libertaires, se lèvent pour nous dire que tout cela n'est pas incompatible, que leur lutte de classes induit forcément une lutte contre la domination en général. Nous rétorquons que la lutte contre la domination se passe très bien des vieux clivages qui ne mènent à rien, dans la mesure où ils nous font dévier en permanence de nos objectifs. Une fois encore, nous ne voulons pas gérer, ni autogérer ″la société″. Nous ne voulons pas être des prolétaires sans patrons ni état, nous voulons briser tout ce qui permet de nous définir comme prolétaires. Nous ne voulons pas être des travailleurs libres et des consommateurs avertis mais nous voulons être libres tout court. Gérer, c'est utiliser ce qui est là, c'est donc réduire ce qui est là à un objet, c'est au final rendre autonome cette activité de gestion par rapport à notre vie. Dans le même sens, nous ne critiquons pas le pouvoir sur sa gestion. Nous critiquons le pouvoir pour ce qu'il est : l'exercice de la domination.



Luddites à l'œuvre

Notre critique adopte donc un point de vue global. Néanmoins, nous nous arrêtons sur quelques aspects particuliers de ce monde, non pas pour en faire des points de spécialistes mais parce qu'ils représentent pour beaucoup d'éventuelles solutions. La technologie et l'industrialisation en livrent un exemple parfait. Nous avons déjà écrit à de nombreuses reprises sur ce thème, parce que d'aucun considère que la technologie pourrait nous débarrasser du travail et nous

permettrait de communiquer librement. C'est oublier que la technologie est le fruit et le moteur de l'expansion capitaliste : elle permet d'une part d'accroître la productivité et, d'autre part, avec son aspect éternellement novateur, elle trouve un argument supplémentaire pour imposer ses marchandises. Qui plus est, elle matérialise le progrès, selon elle, sa critique ne peut qu'être le fait de conservateurs voire de réactionnaires. En somme, la technologie est une religion à elle seule. Historiquement imbriquée dans le monde marchand, elle parvient à s'en émanciper : voyez ces technophiles qui pensent sincèrement que tout ce qui peut techniquement être conçu doit être réalisé, par goût du défi, du record, du progrès… même si cela ne peut pas se vendre, même si l'économie n'en tire aucun bénéfice. Quant à croire que toutes ces machines induiraient d'autres comportements si elles étaient entre des mains anti-capitalistes, nous avons déjà répondu qu'une telle conception fait fi de l'aspect inhumain de la technologie, de sa surdimension, de ses besoins énormes en énergie, de la sorte de sociabilité qu'elle impose, etc. De nombreux progressistes, parmi lesquels se comptent des écologistes et des critiques des médias, voient ainsi en Internet un outil nous permettant de communiquer librement. Il faut être aveugle pour ne pas voir le gigantisme des infrastructures nécessaires au fonctionnement de ce réseau informatique : depuis les kilomètres de câbles jusqu'au centrales qui produisent l'électricité en passant par les ordinateurs, l'addition est lourde en termes de pollution, de saccage de l'environnement par l'extraction intensive des matières premières et en exploitation du travail.

Internet reste un média comme les autres, c'est-à-dire un intermédiaire, même s'il donne l'impression d'une plus grande liberté. En vérité, la surveillance électronique est désormais une arme de prédilection pour le pouvoir qui peut recueillir ainsi une multitude de preuves contre ses ennemis. La censure existe aussi sur le réseau informatique, de nombreux exemples en témoignent. Enfin, Internet permet toutes les manipulations et tricheries : si l'anonymat relatif qu'il autorise peut s'avérer bénéfique, il peut tout aussi bien permettre l'infiltration ennemie, la confusion et la désinformation.

La critique anti-industrielle passe souvent pour une idolâtrie du passé. Ce qui nous intéresse dans le passé, ce sont les coups donnés à la domination. Nous tâchons d'en comprendre le sens, de tirer profit de leurs techniques, de leurs arguments, de leurs raisons et surtout d'analyser leur échec. Pour reprendre à nouveau une formulation faite par des camarades, ce n'est pas le passé qui nous pousse mais précisément ce qui en lui n'est pas advenu. Il n'en reste pas moins que d'une certaine manière nous sommes des conservateurs : nous désirons conserver en nous ce qui rend possible la révolte. Car nous observons que les conditions modernes d'existence parviennent à briser cette capacité de se révolter. La technologie n'est pas innocente dans cette entreprise de domestication puisque chacune de ses avancées est une servitude supplémentaire déguisée en libération démocratique.

Autonomie vaincra !

Puisque les conditions modernes d'existence sont les mots d'ordres imposés par la domination, nous sommes résolus à nous doter de tout ce qui pourra contribuer à nous assurer la plus large autonomie matérielle et intellectuelle. A maintes reprises nous avons évoqué la réappropriation de savoirs et de techniques que nous pouvons maîtriser sans entrer dans le système d'interdépendance généralisée qu'est le monde de la marchandise.

L'affirmation du négatif est d'autant plus pertinente et efficace qu'elle ne s'obstine pas à répondre aux sollicitations de l'ennemi. En déclarant ne pas vouloir s'adresser au parti de la domination en fonction de ce qu'il fait ou veut faire de nous, nous nous délivrons déjà d'une première entrave. En refusant le rythme qu'il impose, nous pouvons l'attaquer au moment qui nous semble le plus opportun et créer plus facilement un effet de surprise qui le déstabilisera. Par conséquent, nous

n'attendons pas que l'actualité nous dicte ce que nous devons dire et quand nous devons le dire. Le rythme de la domination c'est l'urgence. Quand on répond à pareille sollicitation, on entre en dépendance par rapport à l'ennemi qui aura la maîtrise de la temporalité et surtout qui aura toujours un coup d'avance. Notre rythme, c'est le quotidien. Nous ne partageons pas notre existence entre des moments de lutte et le reste, l'ordinaire, l'habituel. Notre hostilité contre ce monde est permanente, elle peut se manifester à tout moment.



Dans le même sens, nous tâchons de lier le fond et la forme de nos interventions. Nous avons abordé cette question avec notre critique de la démocratie. Nous voulons signifier par là que la révolte, pour être efficiente, exige de notre part une attention permanente à cette liaison du fond et de la forme. Une critique qui ne se confronte pas au réel est illusoire (et même confortable pour ceux qui la font). Une pratique qui ne pense pas, qui ne prend pas le risque du débat public, est une autre illusion, une simple agitation ou gesticulation.

Sitôt réalisées, les actions du parti du négatif sont livrées au public. Les actes et leur publicité ne font souvent qu'un. L'idéal voudrait que les gestes dévoilent d'eux-mêmes leur sens au monde, mais nous savons bien comment l'information dominante se charge de les détourner ou de les récupérer afin de mieux défendre l'ordre établi. L'autonomie, c'est faire sa propre loi, commander et maîtriser sa propre conduite. Bien évidemment, les forces autonomes hostiles à la société marchande totale ne peuvent faire abstraction de cette dernière et des contraintes qu'elle impose. Raison de plus pour ne compter que sur nos propres forces. Il convient donc de mener le débat de manière intelligente, en répondant à toutes les sollicitations, en sachant aussi mettre hors d'état de nuire la bêtise et les mensonges de l'adversaire.

Nous ne cherchons pas à décréter les bons ou les mauvais moments pour agir. Aucune révolte, aucune émeute ou insurrection, et encore moins aucune révolution, ne se décrètent ni ne s'attendent. On est seulement plus ou moins capable de s'y préparer, on est plus en moins en mesure de saisir les meilleures occasions. La critique de ce monde se répand avec ses propres moyens, elle est destinée à être critiquée à son tour afin d'être renforcée, amendée ou abandonnée s'il le faut. Surtout, elle est adressée à tous ceux et à toutes celles qui ont forcément un intérêt à s'en emparer, quand bien même elle est mal comprise. Ainsi peut-elle identifier clairement ses ennemis et laisser tout naturellement se manifester ses alliés.

A l'heure où les nucléocrates remontent de plus belle au front afin d'enfoncer plus loin le clou de la domination, à l'heure où ils ressortent leurs armes de prédilection (mensonges, manipulations, discours d'experts) le 14 mars 2005, un groupe d'individus anonymes a interrompu dès son ouverture le séminaire européen SAGE qui se tenait à Paris. Les nucléocrates présents ont été copieusement arrosés d'œufs pourris, de purin et de peinture. Juste retour d'expérience, évidemment trop symbolique, pour répondre à leur travail de défense de l'industrie nucléaire. Le texte suivant à été laissé sur place :

« Retour d'expérience »

Aux experts nucléaristes européens et à leurs supplétifs réunis au CNAM pour finaliser le programme SAGE*

Parce qu'il est inconcevable pour tout pouvoir d'assurer l'évacuation des zones contaminées, la catastrophe de Tchernobyl a produit 8 millions de cobayes condamnés à survivre sur des territoires dévastés à jamais.
Mais elle a aussi produit une nouvelle génération de nucléocrates, VOUS, tout entiers dédiés au contrôle social.
Vous déclarez : « (…) *vivre sous Tchernobyl, c'est réapprendre à vivre, à vivre autrement, intégrer au quotidien la présence de la radioactivité comme composante nouvelle de l'existence* »… et vous organisez l'invisibilité du désastre.
Avec les programmes ETHOS* et CORE*, conduits par l'industrie nucléaire, vous avez, en Biélorussie, « aidé » les populations à faire comme si elles pouvaient vivre normalement dans des conditions qui les tuent.
Vous appelez cela « *le développement durable sous contrainte radiologique* ».
Armés de compteurs Geiger et puant la bonne conscience, vous êtes allés jusqu'à expliquer aux femmes enceintes qu'elles devraient se « *réapproprier leur environnement* ».

Riche de votre expérience, la Commission européenne a maintenant besoin de vous pour en appliquer les conclusions ici. Car les Etats européens se sont rendus à l'évidence : le développement actuel du nucléaire « *impose d'envisager l'éventualité d'un tel accident* ».
Le projet SAGE que vous finalisez vise à anticiper une telle « *surprise* » en formant les habituels relais du pouvoir (professionnels de l'éducation et de la santé) à « *une culture de protection radiologique* », véritable guide de conduite pour apprendre à crever en comptant les becquerels.
Votre sale boulot prend tout son sens une fois mis en relation avec les dernières décisions de l'Etat : en effet, les illusoires mesures de seuils de radioactivité viennent d'être revues à la hausse, normalisant une alimentation et une agriculture irradiées.
Vous n'êtes qu'un rouage de cette vaste entreprise de camouflage qui consiste à accoutumer les esprits au fait accompli. Et, dans cette scénographie, il ne manque pas d'écologistes collabos (ACRO…), de scientifiques marginalisés (Belrad), pour jouer les faire-valoir de ce projet négationniste.
Toute cette affaire vise à organiser l'acceptation et la « confiance sociale » nécessaires à la relance actuelle des programmes nucléaires, civils et militaires (EPR, ITER, uranium appauvri, laser mégajoule…).

Pour être pleinement efficace, votre travail de *dissimulation* experte se double d'un spectacle télégénique où figurent gyrophares, blouses blanches et tenues NRBC, la *simulation*.
Aujourd'hui, dans une station de RER, dans la cour d'un hôpital, sur une base militaire, dans le « périmètre » d'une centrale, dans les champs, les simulations sont partout. La mise en scène militaire de la défaillance et de sa résolution par des praticiens « efficaces » sont les deux faces d'un même projet de domination.
Fardée d'images et bardée d'experts, la catastrophe peut alors s'effacer dans u quotidien ininterrompu « *d'incidents significatifs* », de « *disparitions* [de sources radioactives] *dans le nucléaire de proximité* », d' « *actes de malveillance* », de « *retour d'expérience* », d' « *accidents domestiqués* », de distribution de pastilles d'iode et d' « *amélioration des méthodes d'interaction avec les populations* ».

Bien sûr, cette habituation à laquelle vous travaillez n'a pas pour finalité d'empêcher une catastrophe que l'armée est désormais officiellement la seule « habilitée » à gérer. En réalité, elle est là pour ajuster les rapports sociaux au désastre existant et aux suites des catastrophes à venir.

Comme le conseille l'illusionniste prestigieux Jacques Lochard, « nous devons occuper le terrain ». Nous avons tenu cette fois à suivre son conseil et à venir couronner, comme il se doit, votre travail de maquillage en faisant notre « retour d'expérience ».

Paris, les 14 et 15 mars 2005-04-22
Lonesome cobaye not so far away from Belarus

SAGE : Stratégies pour une culture de protection radiologique pratique en Europe en cas de contamination radioactive suite à un accident nucléaire. ETHOS et CORE sont des projets de réhabilitation des conditions de vie dans les territories contaminés par l'accident de Tchernobyl.

Correspondance

Jean Picard, auteur du texte *Sur la nef des fous*, dont nous avons proposé une critique dans le précédent numéro, nous écrit :

« La question qui nous préoccupe n'est pas la nécessité de détruire le système actuel car nous sommes d'accord. Reste que pour arriver à cela, il faut des luttes. J'observe que de votre propre aveu, la problématique des revendications immédiates des sans-papiers agence une attitude radicale. Au sujet de l'Italie des années 70, les luttes dites autonomes présentaient un aspect radical autour de revendications (logement, électricité, bouffe, transports, etc.) Ces luttes créèrent un climat insurrectionnel mais miné par le travail des marxistes-léninistes, l'attaque de la droite et du PCI, sans projet sociétal et sans doctrine commune, elles s'effondrèrent. Quant à l'Espagne de 1936, force est de constater que le travail syndical effectué en amont par la CNT permis de forger un courant révolutionnaire dans le prolétariat, sachant au moment propice passer de la défensive à l'insurrection. Ce fut pour nous le seul exemple bénéfique d'une révolution libertaire. Comme en matière sociale les choses sont contingentes, le contexte historique ne doit pas être éludé. En conséquence, les anarcho-syndicalistes de la CNT déclarèrent que gagner la guerre c'est gagner la révolution et vice versa. Hélas, la donne interne et internationale, qu'ils ne pouvaient nier, produisit des divergences tactiques. […]
Les questions de mode opératoire tant tactique que stratégique et doctrinal sont crûment posées. Bref, comment passer de la résistance à l'attaque, de la défensive à l'offensive, des revendications immédiates à une transformation sociale ? Le syndicat de chômeurs de Caen, tout en défendant des revendications immédiates pour les exclus, pose les germes d'une critique du système, de la consommation, du malaise existentiel. Ainsi, revendications, pratiques rupturistes, globalisme sont liés. La CNT avance l'idée de répartition égalitaire des richesses et d'une production socialement utile. […] L'optique des revendications immédiates dans le prisme de l'anarcho-syndicalisme n'implique pas de défendre tout et n'importe quoi : certaines revendications sont trop corporatistes, trop social-démocrates et ne nous intéressent pas. Mais rejeter l'idée que par le biais revendicatif un processus de conscientisation, de rupture, de jonction des luttes dans la contestation puis le rejet du système ne puisse exister est lourd de conséquences. Car si l'imaginaire et l'utopie sont nécessaires, leur seule logique discursive ne peut suffire, elle ne reste qu'un exercice de style rhétorique si elle ne se confronte pas à la réalité, au sociologique. La CNT-AIT, selon son option globaliste, ne néglige aucun terrain d'action, aucune lutte des exploités/opprimés, tente d'unifier les combats, de proposer une alternative, cela sans dogmatisme, tiédeur ni compromis. Il me semble qu'aucun changement ne peut avoir lieu sans l'action du prolétariat, sans la force des salariés et a fortiori contre eux. […] »

La question cruciale du moment est bien la nécessité de la destruction du système actuel. Et comme nous sommes d'accord, c'est bien cette question que nous devons tâcher de régler. Il y a certes beaucoup de prétention à parler de cette manière, mais le penser petit et la modestie ne mènent pas très loin. Au contraire, ils ont tendance à nous paralyser sitôt qu'une brèche est ouverte dans l'horizon. Bien sûr, les grandes prétentions, la manifestation de désirs si intenses ne sont pas à confondre avec de l'imprudence. On peut très bien agir subtilement pour une cause énorme.

La rupture avec ce système est donc une revendication immédiate. Le terme d'exigence est d'ailleurs plus adapté que celui de revendication qui comporte une notion de demande, de doléance au pouvoir. Or, nous ne lui quémandons rien. Nous posons nos actes parce qu'il nous semble nécessaire de les poser. Parfois, nos actes répondent à ceux du pouvoir. *Le problème avec les revendications, c'est que, formulant des besoins dans des termes qui les rendent audibles par les pouvoirs, elles ne disent d'abord rien de ces besoins, de ce qu'ils appellent de transformations réelles du monde. Ainsi, revendiquer la gratuité des transports ne dit rien de notre besoin de voyager et non de se déplacer, de notre besoin de lenteur Mais aussi, les revendications ne font le plus souvent que masquer les conflits réels dont elles énoncent les enjeux. Réclamer les transports gratuits ne fait qu'ajourner dans un certain milieu la diffusion des techniques de fraude. En appeler à la libre circulation des personnes ne fait qu'éluder la question d'échapper, pratiquement, au resserrement du contrôle.* (Appel)

Tu parles également de contexte historique et tu évoques l'Espagne de 1936 et l'Italie des années 70. En Espagne, le mouvement révolutionnaire a longtemps été illégal. Avant 1936, les révolutionnaires – notamment les anarcho-syndicalistes de la

CNT – jouaient du revolver contre les *pistoleros* à la solde du pouvoir. Il est vrai que l'organisation mise sur pied par les libertaires espagnols, qui développèrent un réseau d'athénées, d'écoles, de coopératives, etc. (tout ce qui n'est pas à proprement parler syndical) permis de construire les solidarités nécessaires et de préparer une bonne partie de la population à l'insurrection. Il n'en reste pas moins que celle-ci n'a pas été décrétée quand les révolutionnaires ont jugé le moment opportun. C'est le soulèvement militaire des fascistes qui les y a poussés. Tu parles ensuite de divergences internes au sein même de la CNT. Voilà bien le signe de la limite de toute référence idéologique, de tout militantisme avec ses luttes d'influences et ses rivalités de pouvoir. Enfin, la CNT s'est d'emblée posée comme un gestionnaire de la société et c'est sans doute l'une des raisons qui expliquent aussi ces divergences. Que l'on relise les protestations devant les libertaires faites par un incontrôlé de la colonne de fer, et l'on verra tout ce qui sépare le désir de révolution de celui de gestion. Pour l'Italie des années 70, là encore, braquer le regard uniquement sur l'aspect revendicatif te fait manquer ce qu'il y avait d'essentiel dans cette époque : l'intensité du combat, l'irrespect du pouvoir, le courage et la détermination des révoltés. Il est vrai que les politiciens ont tout mis en œuvre pour enrayer ce mouvement. C'est l'assassinat de Moro qui en déclenchera le déclin. Le pouvoir et son information n'en demandaient pas tant pour justifier encore la répression et finir de raisonner ceux qui prêtaient encore attention à quelques valeurs démocratiques dont nous parlons plus haut.

Tu dis qu'aucun changement ne peut avoir lieu sans le prolétariat. Cela est peut-être vrai des changements qui vont dans notre sens, parce que pour le reste, tout change sans que nous ayons notre mot à dire. Mais encore faut-il savoir ce que nous appelons prolétariat. Nous avons déjà dit que la vieille séparation entre prolétariat et bourgeoisie n'était plus opérante. Aussi, ce que nous entendons par prolétaire est-il sensiblement différent de l'ancienne définition selon laquelle il s'agit d'un travailleur louant sa force de travail contre un salaire. Il n'en reste pas moins que nous sommes d'accord pour affirmer que ce sont bien les prolétaires, ou les pauvres, ou les gueux, ou la plèbe qui peuvent se soulever, qui fomentent des émeutes et des insurrections – à défaut de révolutions – comme récemment encore en Algérie, en Argentine ou aujourd'hui en Bolivie et en Equateur. Enfin, toujours au sujet de cette distinction entre classes, un compagnon argentin, membre de la FORA (la section argentine de l'AIT) nous disait que son organisation a toujours considéré cette séparation comme étant le fait des capitalistes et que, par conséquent, s'il fallait distinguer deux camps, se serait plutôt entre celui qui est partisan de l'autorité et celui qui est anti-autoritaire…

Ce qui nous sépare encore, c'est le fait que tu te manifestes en tant que militant. Bien évidemment, nous ne te ferons pas l'offense de te comparer à tous les militants politiques et syndicaux. Si nous comptons des amis au sein de ton organisation, c'est bien parce que la solidarité et la convergence de point de vue sur des questions essentielles existent. D'ailleurs, vos détracteurs disent de vous que vous n'êtes pas de vrais syndicalistes, ce à quoi nous rétorquons que c'est la raison pour laquelle nous pouvons faire des choses avec vous. Nous avons assez dit que nous ne voulions pas gérer ce monde (en l'occurrence, nous ne voulons pas gérer le désastre qu'est ce monde) et que nous récusons la façon dont les militants le voient. Ces derniers nous montrent du doigt : pour eux, nous sommes des ultra-radicaux, nous n'arriverons jamais à rien car nous resterons toujours minoritaires. Cela nous fait rire car les militants sont des minoritaires, même s'ils s'efforcent de croire le contraire. Il est vrai que parler en lieu et place des *gens* leur permet de se donner ce genre d'illusion. Cette étrange habitude de parler pour les autres leur fait même croire que chacun peut endosser une étiquette politique particulière, comme s'il suffisait de piocher parmi toutes les idéologies disponibles sur *le marché*. Aussi, à l'inverse du militant, nous ne courrons pas derrière l'urgence décrétée par le pouvoir, nous n'allons pas d'une lutte à une autre – que ce

soit pour la soutenir ou la dévier de son but. Nous agissons là où nous sommes, profitant parfois d'occasions qui nous sont données : une manifestation, une grève ou une assemblée. L'activisme déprimant des militants est fatigant car il opère toujours en terrain ennemi. Certes, il prétend parfois vouloir en sortir, mais comme selon lui ça n'est jamais le bon moment, il s'enferme dans ce terrain, résigné au réformisme radical. S'épuisant à aller de lutte en lutte, participant dès lors au saucissonnage du politique en sphères séparées, il définit *la société* tantôt comme capitaliste, tantôt comme raciste, et aussi bien un autre jour il l'appelle patriarcale ou policière, quand de toute évidence il suffit de dire ce qu'elle est tout simplement : marchande et industrielle. Or, il faut remettre les choses dans le bon sens : partir de l'apathie généralisée, du manque de conscience et de l'absence de solidarité pour affirmer qu'il faille en passer par les petites luttes parcellaires pour espérer arriver à l'improbable grand soir est faux. Nous pensons au contraire que c'est le militantisme acharné des professionnels des luttes partielles qui conduit à cette apathie et ce manque de solidarité. Quant à vouloir répartir de façon égalitaire les richesses et travailler utilement, pour ne pas retomber dans l'économie, il conviendrait d'abord de s'interroger sur ce que l'on appelle richesses et sur ce qu'on appelle travail.

Toujours est-il que nous ne voyons pas en quoi notre démarche ne se confronterait pas à la réalité. Au contraire, nous partons du monde sensible qui est là. Plutôt que d'échafauder des projets de gestion alternative, nous élaborons une force, nous construisons des solidarités tangibles, nous prenons position. Et ça, aucun militant ne parvient à le comprendre tant il est obsédé par le développement de son organisation qui préfigure la société de demain telle qu'il la voit. Ce même militant qui nous accuse d'être en dehors du réel reste en tous les cas incapables de construire quoi que ce soit à partir d'un acquis, ayant presque honte parfois de rêver d'un avenir radieux. Ce faisant, l'espoir d'un futur passionnant s'efface encore un peu plus (seules les religions semblent encore capables de recruter sur cette base là) devant les impératifs de la gestion et de la *real-politik*.

Nous profitons de cette occasion pour revenir sur Kaczynski. Tu nous dis que tu restes perplexe sur son utopie et que tu ne penses pas qu'il soit anarchiste. Soit. Dans le même temps, nous avons reçu une critique de *La société industrielle et son avenir* faites par le syndicat CNT-AIT de Paris. Si cette critique pointe du doigt les contradictions et quelques idées avec lesquelles nous sommes en désaccord dans ce texte, elle rate ce qui en fait l'intérêt pour nous : la critique du progressisme et du règne de la technologie. Par ailleurs, il convient de rappeler que notre hostilité à l'industrialisation ne saurait être confondue avec une admiration béate pour Kaczynski, sa prose et ses bombes.

Le tract suivant à été distribué lors du « forum social libertaire » qui s'est tenu à Rouen le 12 mars. Les « débats » auxquels nous avons participé furent l'occasion de confronter assez vivement notre pensée au vide idéologique sidéral et sidérant des militants « libertaires » présents. Une lettre ouverte à ces derniers, suivie des échanges suite à sa diffusion au sein du mouvement anarchiste officiel, sont disponibles sur simple demande (merci d'envoyer des timbres pour l'expédition)

A NOS CAMARADES PRESENTS ET A VENIR

Ce monde est un désastre. Il semblerait que même nos ennemis ne puissent plus se soustraire à cette évidence si commune. Face à ce constat, ce qui paraît le plus étrange, c'est la faiblesse de la contre-attaque. De *notre* contre-attaque. Pour qui s'attache encore à l'idée d'en découdre avec une telle époque, il

n'est plus question de prolonger les éternels pugilats de chapelles où s'affrontent dans le ciel des idées les différentes orthodoxies idéologiques. Car cela même est un dispositif qui nous affaiblit.

Nous voulons élaborer la force qui pourra défier et vaincre le capital. Que nous y parvenions ou non, les cyniques et les moqueurs auront à ravaler leurs gloussements car l'époque veut qu'il n'y ait rien entre la domination *ou nous*.

Parmi ce qui nous paralyse, il y a ce que nous pourrions appeler le dispositif Temps. Alors que le passé se vide en devenant une mythologie bien lointaine, il nous écrase contre un futur « grand soir » non moins confortable. Ce qu'implique cet étouffement dans l'histoire, c'est une disposition à se perdre dans un présent où plus rien ne se joue, dans une existence devenue, elle aussi, à force de ne s'accrocher à rien, de *réellement* se concilier à tout, libérale. Notre tâche, aujourd'hui, est donc de faire consister ce présent, de *ressurgir*. Maintenant.

Nous ne voulons plus entendre parler d'anarch*isme* ni de *transition* vers le communisme. Nous voulons vivre le communisme et répandre l'anarchie. Encore une fois, maintenant. Et ceux qui voient dans cette nuance un jeu de langage ou une malice rhétorique ne disent que trop qu'ils ne veulent finalement ni de l'un ni de l'autre.

C'est en cela que nous ne voulons plus de séparation entre la lutte et la vie. Le politique nous le voyons justement comme une manière de vivre qui coïncide avec une manière de lutter. Et il n'y a que cette articulation qui puisse tenir à distance du militantisme dépressif et du mensonge des modes de vie « alternatifs ».

Vivre-et-lutter, cela consiste pour nous, aujourd'hui, à *déserter* tout en nous rendant offensifs. Dans des squatts, dans des maisons collectives, dans des fermes et même parfois dans des arbres, nous désertons la misère et la tristesse de la vie individuelle afin de recomposer ce dont nous avons été si intensément dépossédé : du commun. Nous faisons consister des contre-mondes au sein desquels nous pouvons nous réapproprier les moyens de notre autonomie comme de nos assauts. Tout ce qui peut concourir à constituer un tissu éthique ennemi de celui du capital l'entame. En cela nous pouvons dire que faire pousser des carottes est un acte aussi offensif que défensif. Les conditions de cette désertion, c'est ce qu'il est pressant de discuter ensemble. *Nous devons inventer une forme de guerre telle que la défaite de l'Empire ne sera plus de devoir nous tuer, mais de nous savoir vivants, toujours plus VIVANTS.*

De contre-mondes en contre-mondes, élaborer une circulation des corps, des affects, des idées et des rêves qui soit si intense qu'aucun retour en arrière ne soit plus jamais souhaitable. De sabotages en émeutes propager les techniques et les pratiques qui entament l'ennemi tout en nous rendant plus forts. Rendre plausible un *nous* indélimitable et inassignable, le nous d'une *position*.

Cette position, ce *parti* pris dans la guerre en cours, nous les voulons anonymes, pour des raisons stratégiques mais aussi pour en finir avec ce qu'il y a de gauchisant à vouloir se faire l'interlocuteur de la domination. Si nous reconnaissons l'ennemi, ce n'est pas pour lui discuter les modalités de notre aliénation, mais pour le détruire. C'est en cela qu'une telle position se place au-delà de toutes les prétentions de *management* de la misère : d'une gestion plus *équitable* ou décroissante de l'économie à la revendication des transports gratuits ou autre revenu minimum garanti. Le citoyennisme, aussi libertaire qu'il puisse se prétendre, revient toujours à prolonger l'*Etat de notre dépendance*. Il n'y a pas à trouver sa place au sein du libéralisme des idéologies. Juste une guerre à livrer. En tâchant de ne pas la perdre.

Certes, ce chemin que nous empruntons n'est pas sans risque et s'avère étroit. Il exige de notre part une volonté déterminée de ne plus retomber dans les pièges du passé mais aussi et surtout de communiser les lieux, les moyens et les pratiques. Il n'y a d'*intelligence* que collective. Nous sommes très peu intéressés par la célébration du folklore anarchiste et de sa *culture*, c'est pour cela que nous venons ici en camarades et non en militants. Ceci est un appel. Un appel à discerner une ligne de front. Le temps est venu de trouver les amitiés comme les inimitiés.

A lire

Coordination Nationale de Répression du Scientisme : ***Etats généraux de la servitude***, *Irresponsabilité et ignominie du milieu scientifique* suivi de *Totem et tabous*

Ce recueil de textes et de documents a pour objet d'exposer le point de vue de quelques opposants aux états généraux de la recherche, aboutissement du mouvement des chercheurs de l'année 2004. Il ne prétend pas rendre compte de la totalité des manifestations d'hostilité qui ont eu lieu pendant une semaine à l'encontre de ce jubilé de

la domination techno-marchande. Les auteurs de cette brochure faisaient partie des indésirables qui se sont introduits dans le Centre Alpes Congrès à Grenoble pour y perturber la première journée des Assises nationales de la recherche, le 28 octobre 2004, et tenter d'y briser l'invraisemblable consensus qui avait entouré jusque-là le mot d'ordre « Sauvons la recherche ! » S'ils se sont donné la peine d'écouter, sans se mettre à hurler, les horreurs proférées par le maire de Grenoble et les ministres présents à cette occasion, c'est qu'ils tenaient à faire savoir publiquement et bruyamment que les chercheurs ont des ennemis. Et ceux-ci, bien sûr, ne sont nullement à chercher au sein du pouvoir d'Etat ou du patronat, mais dans les fractions qui n'ont pas perdu tout espoir de s'opposer de manière cohérente à la société marchande totale.
A commander à ACNM – B.P. 178 – 75967 PARIS cedex 20 ou directement à notre adresse.

Los amigo s de L udd, n°8
En espagnol, nombreux articles et recensions de textes relatifs aux combats anti-industriels.
Ecrire à : Apdo. 103 – 05400 Arenas de San Pedro (AV.) – Espagne

Où trouver A trop courber l'échine ?

A Rouen :
-Librairie Elisabeth Brunet – 70 rue Ganterie – 76000 Rouen
-A l'occasion des banquets organisés dans le hall de la faculté de sociologie à Mont Saint Aignan

A Paris :
Librairie Actualité – 38 rue Dauphine – 75006 Paris

A Grenoble :
Infokiosque – Squat des 400 Couverts – Traverse des 400 Couverts – 38000 Grenoble

A Nancy :
La Casbah – 20 rue Villebois Mareuil – Quartier Mon Désert

Vous pouvez envoyer des timbres, des enveloppes, des sous (**chèques à l'ordre de STA** – Rouen CCP 6 591 39 J) mais aussi vos idées, vos tracts, journaux, dessins et autres. Echange de publication bienvenu. Si vous connaissez des lieux ou des librairies dans lesquels ce bulletin peut être déposé, faites-le nous savoir.
Toute reproduction de ce bulletin, partielle ou intégrale, avec ou sans mention de l'origine, est une contribution à sa diffusion et est donc vivement encouragée.
Pour tout contact, une seule adresse :

A trop courber l'échine…
c/o STA
B.P. 1021
76171 ROUEN cedex 1
France